



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

emploi et activité

Question au Gouvernement n° 1513

Texte de la question

PLAN SOCIAL À LA REDOUTE

M. le président. La parole est à M. Gérard Darmanin, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Gérard Darmanin. Monsieur le ministre du redressement productif, vous avez l'indignation et l'interventionnisme sélectifs ! Vous qui accourez d'ordinaire devant les portes d'entreprises annonçant le moindre plan de licenciement, où étiez-vous lorsque les repreneurs de La Redoute – dont le choix a été effectué en grande partie sous l'impulsion des élus socialistes locaux et de Martine Aubry – ont annoncé il y a quelques jours 1 178 suppressions de postes ?

Les salariés de cette grande entreprise du Nord-Pas-de-Calais n'ont pas eu l'honneur de vous recevoir depuis plusieurs mois – ni vous ni aucun autre membre du Gouvernement. Aujourd'hui encore, ils attendent votre venue et, si Martine Aubry vous interdit de venir à Lille,... (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Arnaud Montebourg, ministre. Mais non ! Ça va beaucoup mieux !

M. Gérard Darmanin. ...le député de Tourcoing que je suis vous invite (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

En octobre dernier, le groupe Kering, actionnaire de La Redoute, avait annoncé 700 suppressions de postes. Après l'intervention des élus socialistes locaux, nous en sommes à 1 178 suppressions prévues. Quelle efficacité !

Monsieur le ministre, derrière ces centaines de licenciements, ce sont des familles et des villes entières qui sont blessées. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*) Nord-Pas-de-Calais et la circonscription où j'ai eu l'honneur d'être élu en ont assez de la désindustrialisation et des licenciements ! (*Mêmes mouvements.*)

Plusieurs députés du groupe SRC . Démago !

Mme Brigitte Bourguignon. Il n'y en avait pas avant, peut-être ?

M. Gérard Darmanin. Bien sûr, dans cette situation, il y a des chefs d'entreprise qui n'ont pas fait correctement leur travail. Mais il y a aussi des élus socialistes qui gouvernent tout, depuis toujours, dans la région Nord-Pas-de-Calais - région, départements, grandes villes, communautés urbaines -, taxant et retaxant les entreprises, ce qui les fragilise, avec le résultat que l'on connaît : 15 % de chômage ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Monsieur le ministre, qu'allez-vous faire pour les salariés de La Redoute ? Qu'allez-vous faire pour Tourcoing, Roubaix, Wattrelos ? Qu'allez-vous faire pour la région Nord-Pas-de-Calais, qui souffre et attend que le Gouvernement s'occupe enfin d'elle ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre du redressement productif.

M. Arnaud Montebourg, ministre du redressement productif. Ne vous inquiétez pas, monsieur le député : la région Nord-Pas-de-Calais, qui subit de graves difficultés, comme toute la France, d'ailleurs (*Exclamations et applaudissements sur les bancs du groupe UMP*),...

M. Guy Geoffroy. Quel aveu !

M. Arnaud Montebourg, ministrefait l'objet des attentions les plus directes de la part du Gouvernement.

Il n'est pas nécessaire de crier dans les micros pour obtenir des résultats dans les renégociations de plans sociaux. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC. – Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) Ainsi, en ce qui concerne Sanofi, un accord – une sorte de paix des braves – vient d'être signé entre la direction et les syndicats au sujet du site de Toulouse, qui avait été rayé de la carte par le groupe – et je pourrais vous donner bien d'autres exemples.

En dépit du ton provocateur de votre question, je veux vous répondre sérieusement, monsieur le député, en vous disant la chose suivante : quand le groupe Kering-Pinault a décidé de se désengager de La Redoute, nous l'avons déploré mais n'avons pu que prendre acte du choix de ses dirigeants : comme vous le savez, les socialistes ne sont pas propriétaires de La Redoute, que ce soit dans le Nord ou ailleurs.

Nous avons demandé aux actionnaires et aux repreneurs de réduire au maximum le nombre de personnes obligées de subir la perte de leur emploi. Nous leur avons demandé de mettre sur la table les millions nécessaires pour payer les préretraites, pour permettre le départ volontaire au lieu du licenciement contraint. Cette négociation, elle commence avec les partenaires sociaux et les syndicats, mais aussi avec les élus locaux. Je veux rendre hommage à Martine Aubry et à l'ensemble des élus du territoire qui se sont battus à nos côtés et sans qui nous n'aurions peut-être pas obtenu cette réduction du nombre de départs contraints. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Pour conclure, je veux lancer un appel aux nouveaux dirigeants : qu'ils comprennent bien ce que signifie La Redoute. Ils ont le désir de relancer La Redoute : nous aussi ! Ils ont le désir de revenir à la rentabilité : nous aussi ! Mais nous ne voulons pas que le territoire du Nord-Pas-de-Calais paie trop cher le prix de la restructuration, et nous y veillerons ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [M. Gérald Darmanin](#)

Circonscription : Nord (10^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1513

Rubrique : Emploi

Ministère interrogé : Redressement productif

Ministère attributaire : Redressement productif

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [15 janvier 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [15 janvier 2014](#)